

# TABLE DES MATIÈRES

<b>Introduction</b>	7
Section I <b>Traits généraux des organisations européennes</b> .....	7
§ 1 <b>Caractères communs aux organisations européennes</b>	7
A Composition	8
B Création	8
C Compétences	8
D Capacité juridique internationale	8
E Structure institutionnelle	9
§ 2 <b>Diversité des organisations européennes</b>	9
A Composition	9
B Domaines de compétences	10
C Structure institutionnelle et pouvoirs	10
Section II <b>Aperçu historique de la construction européenne</b> .....	11
§ 1 <b>Motifs ayant incité les États européens à s'unir</b>	12
A La Seconde Guerre mondiale	12
B La guerre froide	12
C L'affirmation d'une identité européenne	13
§ 2 <b>Conséquences de la chute du rideau de fer sur l'architecture institutionnel le européenne</b>	14
A L'intégration par étapes au sein des organisations occidentales	14
B La coopération subrégionale	16
C La coopération paneuropéenne	16

## PARTIE I

# L'Union européenne

## CHAPITRE 1

<b>Historique de la construction européenne</b>	21
Section I <b>Des Communautés européennes à l'Union européenne</b> .....	21
§ 1 <b>Naissance des Communautés européennes</b>	21
A La création de la CECA (traité de Paris du 18 avril 1951)	21
B La création de la CEE et de la CEEA (traités de Rome du 25 mars 1957)	22
§ 2 <b>Évolution institutionnelle jusqu'à l'Acte unique européen de 1986</b>	22
A L'unification des institutions communautaires (traité du 8 avril 1965)	22
B Le compromis de Luxembourg (29 janvier 1966)	23
C La création du Conseil européen (9-10 décembre 1974)	23
D L'élection du Parlement européen au suffrage universel direct (juin 1979)	23
§ 3 <b>L'Acte unique européen (17 et 28 février 1986)</b>	24
A L'achèvement du marché intérieur	24
B L'extension des domaines de compétence	24
C La réforme des institutions	24

D	La codification de la coopération politique européenne	25
§ 4	<b>Le traité de Maastricht sur l'Union européenne (7 février 1992)</b>	25
A	Une ratification difficile	26
B	Principales modifications apportées par le traité de Maastricht	26
§ 5	<b>Le traité d'Amsterdam (2 octobre 1997)</b>	27
A	Dispositions communes	28
B	Pilier communautaire	28
C	Politique étrangère et de sécurité commune (PESC)	29
D	Coopération policière et judiciaire en matière pénale	30
E	Coopération renforcée	31
§ 6	<b>Le traité de Nice (26 février 2001)</b>	32
A	Le Conseil	32
B	Le Parlement européen	33
C	La Commission	33
D	La coopération renforcée	34
E	Les droits fondamentaux et les valeurs démocratiques	34
F	L'avenir de l'Union	35
§ 7	<b>Le traité de Lisbonne (13 décembre 2007)</b>	35
A	Une gestation complexe	35
B	L'entrée en vigueur du traité de Lisbonne	39
C	Le contenu du traité de Lisbonne	39
Section II	<b>De l'Europe des six à l'Europe des vingt-huit</b> .....	43
§ 1	<b>Les quatre premiers élargissements</b>	43
§ 2	<b>L'ouverture à l'Est et les candidats à l'adhésion</b>	44
A	Les obstacles à surmonter	44
B	Le processus d'élargissement	45
§ 3	<b>Les conditions et la procédure d'adhésion</b>	48
A	Conditions d'adhésion	48
B	Procédure d'adhésion	49
§ 4	<b>L'association d'États tiers</b>	51
A	Les accords d'association	51
B	L'établissement de liens privilégiés avec les pays d'Europe centrale et orientale et les États issus de l'ex-URSS	51
C	Les accords de stabilisation et d'association conclus avec les pays des Balkans	52
D	La politique de voisinage	53
CHAPITRE 2		
<b>Institutions et organes de l'Union</b>		55
Section I	<b>Le Conseil européen</b> .....	55
§ 1	<b>Composition et organisation</b>	55
§ 2	<b>Attributions</b>	57
Section II	<b>Le Conseil</b> .....	58
§ 1	<b>Composition</b>	58
§ 2	<b>Attributions</b>	60
Section III	<b>Le Parlement européen</b> .....	61
§ 1	<b>Composition</b>	61
A	Élection au suffrage universel direct	61
B	Procédure électorale	62
C	Nombre de représentants et principes de répartition	63

§ 2	<b>Organisation</b>	64
A	Statut des représentants	64
B	Siège	64
C	Fonctionnement	64
D	Groupes parlementaires	65
§ 3	<b>Attributions</b>	66
Section IV	<b>La Commission</b> .....	67
§ 1	<b>Composition</b>	67
A	La taille de la Commission	67
B	La procédure de nomination	69
§ 2	<b>Statut</b>	70
A	Durée du mandat de la Commission	70
B	Statut des commissaires	70
C	Responsabilité de la Commission	71
§ 3	<b>Organisation et fonctionnement</b>	72
A	Le Président de la Commission	72
B	Le principe de collégialité	72
C	Organisation administrative de la Commission	73
§ 4	<b>Attributions</b>	74
Section V	<b>La Cour de justice</b> .....	75
§ 1	<b>Composition et organisation</b>	75
§ 2	<b>Procédure</b>	76
§ 3	<b>Compétences</b>	77
Section VI	<b>La Cour des comptes</b> .....	77
§ 1	<b>Composition</b>	77
§ 2	<b>Attributions</b>	77
Section VII	<b>Les organes européens</b> .....	78
§ 1	<b>Les organes créés par les traités</b>	78
A	Les organes consultatifs	78
B	Les organes de gestion	79
§ 2	<b>Les organes créés par les institutions</b>	82
A	Les comités (comitologie)	82
B	Les agences européennes	83
C	L'Office européen de lutte antifraude	83
D	Les organes créés par les accords externes	84
CHAPITRE 3		
	<b>Le processus de décision</b>	85
Section I	<b>Le processus législatif</b> .....	85
§ 1	<b>Descriptif des procédures législatives</b>	85
A	La procédure législative ordinaire (article 294 TFUE)	85
B	La procédure législative spéciale	86
§ 2	<b>Les étapes de la procédure</b>	87
A	L'initiative de la Commission	87
B	Les modalités de vote au Conseil	88
Section II	<b>Les coopérations renforcées</b> .....	91
§ 1	<b>Les formes de coopération à géométrie variable</b>	91
A	Les coopérations intergouvernementales hors traités	91

B	La participation à la troisième phase de l'Union économique et monétaire : la zone euro.	92
C	Les dérogations permanentes accordées à certains États	92
D	La clause des coopérations renforcées	93
§ 2	<b>Le régime juridique des coopérations renforcées</b>	93
A	Le régime de droit commun	93
B	Le régime applicable à la PESC	94
§ 3	<b>Mise en œuvre et portée</b>	94
CHAPITRE 4		
<b>Les sources du droit de l'union</b>		97
Section I	<b>Le droit primaire</b> . . . . .	97
§ 1	<b>Les traités constitutifs des Communautés européennes</b>	97
§ 2	<b>Les traités et actes modifiant les traités constitutifs</b>	97
A	Les traités de révision	97
B	La nouvelle architecture des traités issue du traité de Lisbonne	98
§ 3	<b>Les traités et actes d'adhésion</b>	99
Section II	<b>Le droit dérivé</b> . . . . .	100
§ 1	<b>Les actes de droit dérivé</b>	101
A	La nomenclature des actes de droit dérivé	101
B	L'institution d'une hiérarchie entre actes de droit dérivé	104
§ 2	<b>Régime juridique des actes figurant dans la nomenclature des traités</b>	106
A	Choix de l'acte	106
B	Motivation de l'acte	106
C	Publicité et entrée en vigueur de l'acte	107
D	Portée de l'acte dans le temps	107
E	Modification, abrogation et retrait de l'acte	108
§ 3	<b>Les actes unilatéraux hors nomenclature</b>	108
A	Les actes prévus par les traités	108
B	Les actes non prévus par les traités	108
Section III	<b>Les traités et accords internationaux</b> . . . . .	110
§ 1	<b>Les accords externes</b>	110
§ 2	<b>Droit conventionnel complémentaire</b>	112
A	Les accords conclus entre États membres	112
B	Les décisions des représentants des gouvernements des États membres réunis au sein du Conseil	112
§ 3	<b>Compatibilité des traités avec les accords conclus par les États membres</b>	113
A	Accords antérieurs à l'entrée en vigueur des traités	113
B	Accords postérieurs à l'entrée en vigueur des traités	114
§ 4	<b>Primauté du droit des Nations unies sur le droit de l'Union</b>	114
Section IV	<b>La jurisprudence et les principes généraux du droit de l'Union</b> . . . . .	115
§ 1	<b>L'interprétation du droit de l'Union écrit</b>	115
§ 2	<b>Les principes généraux du droit</b>	116
A	Origine et contenu des principes généraux du droit	116
B	La protection des droits fondamentaux	118

CHAPITRE 5

**Les rapports entre le droit de l'Union et les ordres juridiques nationaux**

	123
Section I <b>L'applicabilité immédiate</b> .....	123
§ 1 Définition et fondement	123
§ 2 Conséquences	124
Section II <b>L'applicabilité directe</b> .....	124
§ 1 Définition et fondement	125
§ 2 Conditions	126
A Le critère écarté : le destinataire de l'obligation	126
B Le critère retenu : l'inconditionnalité et la précision de l'obligation	126
§ 3 Applicabilité directe des différentes sources de droit de l'Union	127
A Les traités institutifs	127
B Le droit dérivé	128
C Les accords externes	133
Section III <b>La primauté du droit de l'Union</b> .....	134
§ 1 Définition et fondement	135
A Une œuvre jurisprudentielle	135
B L'échec de la consécration du principe de primauté par le traité constitutionnel	136
§ 2 Portée	136
§ 3 Conséquences	137
A Rapports avec le droit interne de l'État	137
B Conséquences pour le juge interne	138
§ 4 La primauté du droit de l'Union en France	138
A Droit de l'Union et actes administratifs	139
B Droit de l'Union et loi	139
C Droit de l'Union et Constitution	142
Section IV <b>Le renvoi au juge national pour la protection des droits que les particuliers tirent du droit de l'Union</b> .....	146
§ 1 L'autonomie institutionnelle et procédurale des États membres	146
§ 2 L'encadrement de l'autonomie juridictionnelle et procédurale	147
§ 3 Étendue des compétences du juge national	148
A Le droit au juge	148
B Le sursis à exécution et les mesures provisoires	148
C La responsabilité de l'État du fait de la violation du droit de l'Union	149

CHAPITRE 6

**Les voies de recours**

	153
Section I <b>Le contrôle juridictionnel des institutions de l'Union</b> .....	153
§ 1 Le contentieux de légalité	153
A Le recours en annulation	153
B La responsabilité de l'État du fait de la violation du droit communautaire	160
C Le contentieux de la fonction publique de l'Union	165
Section II <b>Le contrôle juridictionnel des états membres : le recours en manquement</b> .....	166
§ 1 Nature du manquement	166
A Champ d'application	166

B	Nature des obligations violées	167
C	Indifférence des organes à l'origine du manquement	167
D	Absence de faits justificatifs	167
§ 2	<b>Procédure en constatation de manquement</b>	168
A	Déclenchement de la procédure	168
B	La phase administrative préalable menée par la Commission	169
C	La phase contentieuse devant la Cour de justice	170
§ 3	<b>Effets de l'arrêt de la Cour</b>	171
A	Exécution de l'arrêt	171
B	Sanctions de l'inexécution de l'arrêt	171
Section III	<b>La coopération entre le juge national et le juge de l'Union : le renvoi préjudiciel</b> .....	173
§ 1	<b>Objet du renvoi</b>	174
A	Les traités	174
B	Les actes de droit dérivé	174
C	Les accords externes	175
D	Les conventions conclues entre États membres	175
§ 2	<b>Notion de juridiction nationale</b>	176
A	Critères	176
B	Applications	176
§ 3	<b>Monopole du juge national dans l'utilisation de la procédure de renvoi</b>	177
A	Liberté et obligation de renvoi	177
B	Pertinence du renvoi au regard du procès interne	179
C	Moment du renvoi	180
D	Contenu du renvoi et formulation des questions	180
§ 4	<b>Procédure</b>	181
§ 5	<b>Effets de l'arrêt préjudiciel</b>	182
A	Effet obligatoire de l'arrêt	182
B	Effet rétroactif de l'arrêt	183
Section IV	<b>Le recours en carence</b> .....	184
§ 1	<b>Institutions à l'origine de la carence</b>	184
§ 2	<b>Nature de la carence</b>	184
§ 3	<b>Qualité pour agir : les titulaires du recours en carence</b>	184
A	Les États membres et les institutions de l'Union	184
B	Les personnes physiques ou morales	185
§ 4	<b>La procédure en carence</b>	185
A	La phase administrative	185
B	La phase contentieuse	185
§ 5	<b>Effets de l'arrêt en carence</b>	186
Section V	<b>L'exception d'illégalité</b> .....	186
CHAPITRE 7		
	<b>Les compétences de l'Union européenne</b>	189
Section I	<b>Le principe de spécialité</b> .....	189
§ 1	<b>Compétences d'attribution</b>	189
§ 2	<b>Limites</b>	190
A	Les compétences subsidiaires	190
B	Les compétences implicites	191

§ 3	<b>Les principes de subsidiarité et de proportionnalité</b>	192
A	L'énoncé des principes	192
B	Les modalités de mise en œuvre de ces principes	192
Section II	<b>Les catégories de compétences</b> .....	194
§ 1	<b>Les compétences exclusives</b>	194
§ 2	<b>Les compétences partagées</b>	194
§ 3	<b>Les compétences d'appui, de coordination ou de complément</b>	195
CHAPITRE 8		
	<b>L'espace économique et monétaire</b>	197
Section I	<b>Le marché intérieur</b> .....	197
§ 1	<b>La liberté de circulation des marchandises</b>	197
A	Les principes posés par le traité	197
B	L'interprétation de la notion de taxe d'effet équivalent (TEE)	197
C	La définition des mesures d'effet équivalent aux restrictions quantitatives (MEERQ)	198
D	Les entraves à la libre circulation des marchandises pour motifs d'intérêt général	199
E	L'harmonisation des législations et des normes	199
§ 2	<b>La liberté de prestation de services et le droit d'établissement</b>	200
A	Les règles posées par les traités	200
B	Le régime juridique de cette double liberté	201
C	La difficile harmonisation des qualifications professionnelles et des règles nationales d'accès aux professions	202
D	La directive de libéralisation des services (décembre 2006)	202
§ 3	<b>La liberté de circulation des personnes</b>	203
A	La double reconnaissance d'un droit de libre circulation des personnes et des travailleurs	203
B	La mise en œuvre du principe de libre circulation	204
C	Les limitations à la libre circulation	204
§ 4	<b>La liberté de circulation des capitaux</b>	205
A	La libération des mouvements de capitaux	205
B	L'intégration des marchés financiers	206
Section II	<b>La politique européenne de concurrence</b> .....	208
§ 1	<b>Le contrôle des pratiques anticoncurrentielles</b>	208
A	Les règles posées par le traité	208
B	La mise en œuvre des règles anti-concurrentielles du traité	209
§ 2	<b>Le contrôle des concentrations</b>	210
§ 3	<b>Le contrôle des aides d'Etat</b>	212
§ 4	<b>Le régime des services d'intérêt économique général (SIEG)</b>	213
Section III	<b>L'union économique et monétaire (UEM)</b> .....	216
§ 1	<b>La réalisation par étapes de l'UEM</b>	216
§ 2	<b>Institutions et organes de l'UEM</b>	218
A	Le système européen de la Banque centrale (SEBC) (voir p. 80)	218
B	Les institutions de l'Union	218
§ 3	<b>La coordination des politiques économiques et budgétaires</b>	219
A	La procédure pour déficits publics excessifs (DPE)	219
B	Le Pacte de stabilité et de croissance (PSC)	219
C	La conclusion du traité intergouvernemental sur la stabilité, la coordination et la gouvernance (TSCG)	222
D	La stratégie Europe 2020 et le semestre européen	222

E	Le mécanisme de prévention et de correction des déséquilibres macroéconomiques excessifs (two-pack)	224
F	Le placement des Etats en difficulté sous surveillance renforcée	224
Section IV	<b>Le budget de l'union</b> .....	226
§ 1	<b>Généralités</b>	226
§ 2	<b>Procédure budgétaire</b>	226
A	La procédure budgétaire avant le traité de Lisbonne	226
B	La procédure budgétaire annuelle issue du traité de Lisbonne	226
C	Les perspectives financières pluriannuelles	228
§ 3	<b>Les ressources budgétaires</b>	229
A	Evolution du système de financement	229
B	Les ressources actuelles du budget	229
C	La procédure d'adoption des recettes propres.	230
§ 4	<b>L'exécution et le contrôle du budget</b>	231
CHAPITRE 9		
	<b>Les politiques de l'Union</b>	233
Section I	<b>La politique agricole commune</b> .....	233
§ 1	<b>Historique</b>	233
§ 2	<b>Bases juridiques</b>	234
§ 3	<b>Perspectives</b>	236
Section II	<b>La politique de cohésion économique et sociale</b> .....	237
§ 1	<b>Historique</b>	237
§ 2	<b>Bases juridiques et principes de fonctionnement</b>	238
A	Les objectifs de la politique de cohésion	238
B	Les principes de fonctionnement de la politique de cohésion	238
C	La procédure d'adoption des règlements communautaires	238
D	Les moyens financiers de la politique de cohésion	238
E	Les fonds de la politique de cohésion	239
F	Les objectifs d'intervention	239
§ 3	<b>La politique de la pêche</b>	240
A	Historique	240
B	Bases juridiques	240
C	Instruments d'action	241
§ 4	<b>La politique sociale</b>	242
A	Historique	242
B	Bases juridiques	243
C	Réalisations	246
D	Bilan et perspectives	247
§ 5	<b>Transports</b>	249
A	Cadre juridique d'ensemble	249
B	Le transport aérien	249
C	Le transport ferroviaire	251
D	Le transport maritime	251
E	Le transport routier	252
§ 6	<b>L'énergie</b>	253
A	Historique	253
B	Bases juridiques	254
C	Réalisations	254
D	Appréciations	255

§ 7	<b>La protection de l'environnement</b>	256
A	Historique	256
B	Bases juridiques	256
C	Instruments d'action	257
D	Axes d'action	258
§ 8	<b>La recherche et le développement technologique</b>	260
A	Historique	260
B	Bases juridiques et moyens d'action	261
C	Les réalisations	262
D	Les programmes non communautaires de recherche	262
§ 9	<b>Culture et éducation</b>	263
A	Historique	263
B	Bases juridiques	263
C	Réalisations	264
Section III	<b>L'espace de liberté, de sécurité et de justice</b> .....	265
§ 1	<b>Evolution du cadre juridique et institutionnel</b>	265
A	Le développement de la coopération intergouvernementale	265
B	Le lancement de la coopération Schengen	265
C	L'inscription des politiques européennes d'asile et d'immigration dans le cadre de l'Union	266
D	Les inconvénients d'une architecture complexe et la rationalisation opérée par le traité de Lisbonne	267
E	Les programmes d'action du Conseil européen	268
§ 2	<b>La coopération judiciaire</b>	268
A	Les bases juridiques	268
B	Les réalisations	270
§ 3	<b>Les politiques d'asile et d'immigration</b>	271
A	Les bases juridiques	271
B	Les réalisations	272
§ 4	<b>La coopération policière</b>	274
A	Les bases juridiques	274
B	Les réalisations	274
§ 5	<b>La coopération Schengen</b>	274
A	Les dimensions de l'espace Schengen	274
B	Le contenu des règles Schengen.	275
C	La réforme de la gouvernance Schengen	275
CHAPITRE 10		
<b>L'action extérieure de l'Union</b>		277
Section I	<b>La politique commerciale commune</b> .....	277
§ 1	<b>Historique</b>	277
A	L'évolution du champ de compétence	277
B	Les négociations commerciales multilatérales	278
§ 2	<b>Bases juridiques et moyens d'action</b>	278
A	Le champ de la politique commerciale commune	278
B	Le processus de négociation et de conclusion des accords	278
C	Le rôle du Parlement européen	279
D	Les instruments de la politique commerciale commune.	280
Section II	<b>La politique étrangère et de sécurité commune</b> .....	281
§ 1	<b>Historique</b>	281

§ 2 Bases juridiques et moyens d'action	282
A Le cadre juridique	282
B Le cadre institutionnel	282
C Les autres moyens d'action	285
Section III <b>La coopération au développement</b> .....	287
§ 1 Historique	287
§ 2 Bases juridiques et moyens d'action	287
A Compétences et procédure de décision	287
B Objectifs	287
C Instruments d'action	288
Section IV <b>La politique européenne de sécurité et de défense</b> .....	289
§ 1 Historique	289
A L'échec de la Communauté européenne de défense (CED).	289
B L'institution de l'Union de l'Europe occidentale (UEO).	290
C L'échec du plan Fouchet	290
D Les velléités de revitalisation de l'UEO dans le nouveau contexte stratégique issu de la fin de la guerre froide	291
E L'institution de la PESD	292
F La dissolution de l'UEO	292
§ 2 Principes et moyens d'action	292
A Des clauses de solidarité et de défense collective	292
B Une prise de décision à l'unanimité	293
C Les structures de commandement	293
D Les forces multinationales d'intervention	293
E Les missions des forces	293
F Les moyens opérationnels de commandement et de planification	293
G Le financement des interventions militaires	294
H L'institution de l'Agence européenne de défense	294
§ 3 Bilan	294
A Les interventions de l'Union	294
B Une coopération européenne en matière d'armements encore embryonnaire	295
C Les divergences politiques entre États membres	295

PARTIE II

## **Le Conseil de l'Europe et la Convention européenne des droits de l'homme**

CHAPITRE 1

<b>Le Conseil de l'Europe</b>	299
Section I <b>Genèse et évolution</b> .....	299
§ 1 Le choix d'une coopération intergouvernementale entre pays d'Europe occidentale	299
§ 2 Les acquis historiques du Conseil de l'Europe	300
§ 3 Le Conseil de l'Europe depuis la fin de la guerre froide	300
Section II <b>Composition</b> .....	301
§ 1 Une adhésion liée au respect de critères géographiques et politiques	301
§ 2 Un élargissement aux frontières du continent européen	302
§ 3 Des procédures de retrait, de suspension et d'exclusion	303

Section III	<b>Objectifs et compétences</b> .....	304
Section IV	<b>Organes</b> .....	304
§ 1	<b>Le Comité des ministres</b>	304
A	Composition	304
B	Compétences	305
§ 2	<b>L'Assemblée parlementaire</b>	305
A	Composition	305
B	Fonctionnement	305
C	Compétences	306
§ 3	<b>Le Secrétariat</b>	307
§ 4	<b>Le Congrès des pouvoirs locaux et régionaux de l'Europe (CPLRE)</b>	307
A	Composition	307
B	Fonctionnement	307
C	Compétences	308
§ 5	<b>Le commissaire aux droits de l'homme</b>	308
§ 6	<b>Les autres réunions ou conférences</b>	308
Section V	<b>Moyens d'actions</b> .....	309
§ 1	<b>Les déclarations et recommandations</b>	309
§ 2	<b>Les conventions européennes</b>	309
§ 3	<b>Les accords partiels</b>	312
§ 4	<b>Le budget</b>	313
§ 5	<b>Les autres moyens d'action</b>	313
CHAPITRE 2		
	<b>La convention européenne des droits de l'homme</b>	315
Section I	<b>Évolution du système de la CEDH</b> .....	315
§ 1	<b>Un mécanisme novateur</b>	315
§ 2	<b>La réforme du système de contrôle</b>	316
Section II	<b>Les droits et libertés garantis</b> .....	317
§ 1	<b>Bénéficiaires</b>	317
§ 2	<b>Nature des droits et libertés garantis</b>	318
§ 3	<b>Limites apportées aux droits et libertés garantis</b>	319
§ 4	<b>Interprétation par les organes conventionnels des droits et libertés garantis</b>	319
Section III	<b>Le mécanisme de sauvegarde</b> .....	321
§ 1	<b>Organisation et fonctionnement de la Cour européenne des droits de l'homme</b>	321
A	Composition de la Cour et statut des juges	322
B	Formations de la Cour	322
C	Procédure	323
§ 2	<b>Saisine de la Cour européenne des droits de l'homme</b>	324
A	Le recours étatique	324
B	Le recours individuel	325
§ 3	<b>Fonctions de la Cour</b>	326
A	Examen de recevabilité	326
B	Les irrecevabilités tenant aux compétences de la Cour	326
C	Les irrecevabilité de forme et de procédure	327
D	Règlement amiable	328
E	Examen au fond	329

F Recours ouverts	329
G Arrêts « <i>pilotes</i> »	330
§ 4 Exécution de l'arrêt	330
A Les arrêts ont une force obligatoire pour les Etats	330
B Le Comité des ministres est en charge du contrôle de l'exécution des arrêts	330
C Les mesures prises pour améliorer l'exécution des arrêts de la Cour	331

PARTIE III

## Les institutions spécialisées

CHAPITRE 1

### Les organisations de sécurité et de défense 335

Section I L'organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN) .....	335
§ 1 Origine et composition	335
§ 2 Objectifs et compétences	336
A Missions premières	336
B Missions nouvelles	337
§ 3 Organes	338
A Structure civile	339
B Structure militaire	339
§ 4 Institution d'une coopération paneuropéenne	340
Section II L'Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe (OSCE) ..	342
§ 1 Origine et composition	342
A La CSCE	342
B La transformation de la CSCE en OSCE	343
§ 2 Objectifs et compétences	343
§ 3 Organes	344
§ 4 Réalisations	344

CHAPITRE 2

### Les organisations économiques 347

Section I L'organisation de Coopération et de Développement Économiques (OCDE) .....	347
§ 1 Origine et composition	347
§ 2 Objectifs et compétences	348
§ 3 Organes	349
Section II Les organisations de coopération économique subrégionale .....	350
§ 1 L'Union Benelux	350
A Origine et composition	350
B Objectifs et compétences	350
C Organes	350
§ 2 L'Association européenne de libre-échange (AELE)	351
A Origine et composition	351
B Objectifs et compétences	351
C Organes	352
§ 3 L'Espace économique européen (EEE)	352
A Origine et composition	352
B Objectifs et compétences	353
C Organes	353

§ 4	<b>Le Conseil nordique</b>	354
A	Origine, composition et compétences	354
B	Organes	354
Section III	<b>Les institutions économiques de l'Europe de l'Est</b> .....	355
§ 1	<b>La Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD)</b>	355
A	Origine et composition	355
B	Objectifs et compétences	355
C	Organes	356
§ 2	<b>L'accord de libre-échange centre-européen (ALECE)</b>	356
A	Origine et composition	356
B	Compétences et objectifs	357
C	Organes	357
§ 3	<b>Le Conseil baltique</b>	357
A	Origine et composition	357
B	Objectifs et compétences	357
C	Organes	358
§ 4	<b>La Communauté des États indépendants (CEI)</b>	358
A	Origine et composition	358
B	Objectifs et compétences	358
C	Organes	360
§ 5	<b>La Zone de coopération économique de la mer Noire</b>	360
A	Origine et composition	360
B	Objectifs et compétences	361
C	Organes	361
CHAPITRE 3		
	<b>Les organisations scientifiques et techniques</b>	363
Section I	<b>La coopération dans le domaine de l'espace et des télécommunications</b> .....	364
§ 1	<b>L'Agence spatiale européenne</b>	364
A	Origine et composition	364
B	Objectifs et compétences	364
C	Organes	365
§ 2	<b>L'Organisation européenne de télécommunications par satellites (Eutelsat)</b>	365
A	Origine et composition	365
B	Objectifs et compétences	366
C	Organes	366
§ 3	<b>L'Organisation européenne d'exploitation de satellites météorologiques (Eumetsat)</b>	366
A	Origine et composition	366
B	Objectifs et compétences	366
C	Organes	366
Section II	<b>La coopération dans le domaine des transports</b> .....	367
§ 1	<b>Transports aériens</b>	367
A	La Conférence européenne de l'aviation civile (CEAC)	367
B	L'Organisation européenne pour la sécurité de la navigation aérienne (Eurocontrol)	367
§ 2	<b>Transports terrestres : le Forum international des transports (FIT)</b>	368
A	Origine et composition	368
B	Objectifs et compétences	368

C	Organes	368
§ 3	<b>Transports fluviaux</b>	369
A	La Commission centrale pour la navigation du Rhin	369
B	La Commission internationale pour la protection du Rhin (CIPR)	369
C	La Commission du Danube	370
D	La Commission internationale pour la protection de l'Oder contre la pollution	371
Section III	<b>La coopération dans le domaine de la recherche scientifique . . . . .</b>	372
§ 1	L'Organisation européenne pour la recherche nucléaire (CERN)	372
§ 2	La Conférence européenne de biologie moléculaire (CEBM)	372
§ 3	L'Organisation européenne pour des recherches astronomiques dans l'hémisphère austral (ESO)	372
§ 4	Le Centre européen pour les prévisions météorologiques à moyen terme (CEPMET)	373
Section IV	<b>la coopération dans le domaine de la propriété intellectuelle :         l'organisation européenne des brevets (oeb) . . . . .</b>	373
	<b>Index</b>	375